

## "Bénéfices d'une bonne volonté," 1956-74

Les relations avec le Maroc ont bien commencé. Le Canada, soucieux de gagner l'amitié de Rabat pendant la guerre froide qui opposait furieusement les démocraties occidentales à l'Union soviétique communiste, n'a pas tardé à reconnaître le nouvel État lorsque celui-ci obtint son indépendance de la France en 1956. Très vite des plans ont été mis en œuvre pour envoyer Paul Beaulieu, un diplomate chevronné, en Afrique du Nord pour tracer les contours d'un futur expansif. Son accueil fut chaleureux, et son initiative saluée. « Il faut, a-t-il exhorté à son retour, prendre position dès maintenant si nous voulons empêcher l'infiltration du communisme.<sup>3</sup> Mais il y avait aussi des risques : la guerre en Algérie, la crise en Égypte, et la rancœur d'un Paris postcolonial, donnaient à réfléchir. Il en allait de même pour le ministère canadien des Finances qui ne cachait pas son hostilité à investir dans la lointaine Afrique du Nord. Le Maroc a rapidement disparu de l'horizon.

Cela a changé en décembre 1961, lorsque Ahmed Balafrej, alors ministre d'État et représentant personnel du Roi Mohammed V, souverain marocain, est arrivé à Ottawa pour une visite. Le Canada venait récemment d'aider ce petit pays de 11,6 millions d'habitants à gérer les crises de santé publique provoquées par l'huile frelatée et le tremblement de terre d'Agadir; de petits gestes certes, mais très appréciés. Réfléchissant sur leur propre situation postcoloniale, les décideurs marocains étaient enclins à admirer le Canada - «un pays qui a réussi à préserver son indépendance en dépit de ses liens très étroits avec les grandes puissances » - et le roi espérait instaurer des relations diplomatiques.<sup>4</sup>